



DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE

Première Circonscription

## ELECTIONS LEGISLATIVES

Scrutin du 12 Mars 1978

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Au milieu du septennat, après 18 mois de plan Barre, M. Giscard d'Estaing et sa majorité sortante ne peuvent présenter aux Français qu'une situation dégradée ; chômage, faillites, exode rural, spéculation en sont les aspects les plus visibles.

Après quinze ans de mandat, le député sortant, fidèle exécutant de cette majorité, laisse notre département au niveau le plus bas : 10% de population en moins, suppression de 50% des exploitations agricoles, plus de 1500 chômeurs.

Et pourtant, ce même député écrivait en 1973 : "vous voterez pour la continuité de l'expansion, pour l'avenir et la prospérité du département."

La Lozère est aujourd'hui au seuil critique de désertification.

Il faut changer !

Nous socialistes ne parions pas sur le miracle.

Nous disons simplement trois choses essentielles :

— Ce département est fait d'une majorité de gens aux revenus modestes, paysans, ouvriers, fonctionnaires, employés, petits commerçants et artisans. Les mesures prévues dans notre programme, en particulier le relèvement substantiel des bas salaires, du revenu des agriculteurs, des retraites, des allocations familiales, permettront à chacun de vivre mieux tout en relançant la consommation, le commerce et l'artisanat.

— Ce département est à vocation agricole et il faut à tout prix arrêter l'abandon des exploitations.

— Ce département doit revivre et seule une volonté nationale de décentralisation peut permettre la création d'entreprises.

Nous disons aussi que les Lozériens sont des Français à part entière, qu'ils souhaitent être aidés mais non assistés.

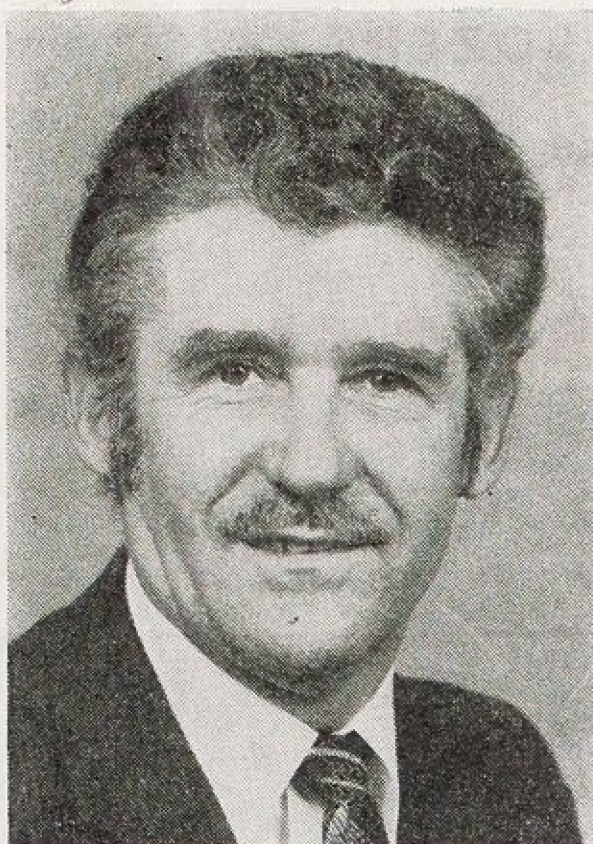
Chère Electrice, Cher Electeur, si vous nous accordez vos suffrages, nous travaillerons avec sérieux pour que notre société devienne plus juste et plus humaine, pour que nous puissions vivre mieux dans notre Lozère.

En votant pour nous, vous ferez le bon choix.

Brunel

Rabat



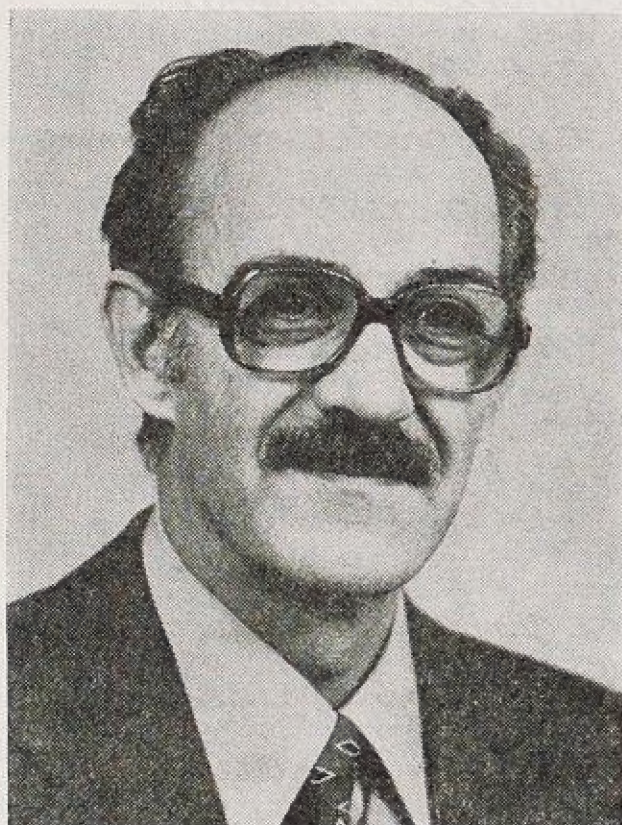


**Raymond FABRE**

49 ans

né à Malzieu-Forain  
Sous-Directeur de C.E.S.  
Conseiller Municipal  
de Mende

**Candidat  
du  
PARTI  
SOCIALISTE**



**Georges BRUNEL**

46 ans

né à Saint-Chély-d'Apcher  
Professeur  
Maire de Langogne

**Candidat  
suppléant**

# LE PROGRAMME COMMUN DE GOUVERNEMENT

## Propositions Socialistes pour l'actualisation

Depuis 1974 la France est touchée par une crise économique mondiale et les gouvernements dirigés par MM. Chirac et Barre ont subi cette crise faute d'oser l'attaquer de front.

L'héritage est lourd.

Il s'agit de mettre en œuvre une politique responsable.

Il s'agit de construire un socialisme de liberté.

Il s'agit de ne pas faire supporter le poids de la crise aux travailleurs de ce pays

Fidèle au Programme Commun de Gouvernement, le Parti Socialiste recherchera ces objectifs.

Voici quelques-unes de nos propositions :

- **SALAIRES** : S.M.I.C. à 2 400 F et relèvement modulé des salaires inférieurs à 4 fois le S.M.I.C.
- **RETRAITES** : Minimum porté à 1 300 F et augmenté progressivement jusqu'à atteindre 80 % du S.M.I.C.  
Possibilité pour les hommes de prendre la retraite à 60 ans, pour les femmes à 55 ans.
- **PRESTATIONS SOCIALES** : Augmentation des Allocations Familiales de 25 % dans un premier temps.
- **EMPLOI** : Création de 500.000 emplois par an en moyenne, en priorité dans la production.  
Création immédiate de 150.000 emplois publics là où les besoins sont les plus urgents (hôpitaux, services sociaux, éducation, P.T.T.).
- **AGRICULTURE** : Assurer à tous les travailleurs de la terre et particulièrement aux agriculteurs les moins favorisés une rémunération équitable. Réformer les S.A.F.E.R. afin que la terre revienne aux agriculteurs.
- **COMMERCE ET ARTISANAT** : Liberté d'entreprendre dans le cadre d'une économie démocratique.  
Soutien au petit commerce et à l'artisanat.
- **INDUSTRIE** : Nationalisation des neuf grands groupes industriels.  
Aide aux industries d'avenir (machine-outil, informatique...).  
Soutien pour le développement des petites et moyennes entreprises.
- **POLITIQUE FISCALE** : Impôt sur les fortunes de plus de 200 millions d'anciens francs.  
Impôt sur le capital des grosses sociétés.  
Lutte contre la fraude fiscale, notamment pour les gros fraudeurs.

- pour vivre mieux
- pour démocratiser l'économie
- pour démocratiser les institutions
- pour contribuer à la paix  
et développer la coopération internationale

# VOTEZ SOCIALISTE